



Strasbourg, le 15 octobre 2020

GT-DT(2020)8

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DEMOCRATIE ET
LA TECHNOLOGIE
(GT-DT)**

RAPPORT DE REUNION

REUNION PAR VISIOCONFERENCE

23 Septembre 2020

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le Président, M. Almir Šahović (Bosnie-Herzégovine), souhaite la bienvenue aux membres du groupe de travail. La liste des participants figure à l'Annexe I. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

2. Informations sur les activités et les développements récents

Le Président informe le groupe de travail sur la 11e réunion plénière du CDDG les 10 et 11 septembre et souligne que le CDDG a consacré une grande attention à la question de la transformation numérique.

M. Paul Rowsell, rapporteur du CDDG, présente le Manuel sur la démocratie électronique, que le CDDG a approuvé lors de sa 11e réunion plénière. Il souligne la pertinence du manuel pour les activités du groupe de travail et l'accent qu'il met sur des principes clés tels que l'inclusion, la non-discrimination et l'égalité. Le Secrétariat ajoute que le Manuel est un outil pratique destiné aux praticiens et comprenant des études de cas et des listes de contrôle. Il vise à faciliter la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2009)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la démocratie électronique (e-democracy).

M. Peter Andre, rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie, informe le groupe sur les activités récentes du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI). Lors de la 2e plénière du CAHAI en juillet 2020, une discussion sur trois rapports d'experts a eu lieu. Parmi ceux-ci, le rapport du professeur Mantelero fait référence aux 12 Principes de bonne gouvernance démocratique. Les rapports peuvent être consultés sur l'espace web partagé du CDDG. En outre, le CAHAI a créé trois groupes de travail. M. André participera au groupe de développement politique (PDG) qui rédigera l'étude de faisabilité. Il pourra ainsi contribuer aux travaux du CAHAI en promouvant la question de la démocratie et en soulignant l'importance de la responsabilité, de la transparence et de l'inclusion ainsi que les 12 Principes. La prochaine réunion du PDG aura lieu les 15 et 16 octobre. Le groupe de travail sur le cadre juridique débutera en janvier 2021.

Le Secrétariat informe le groupe des activités en cours dans d'autres organes du Conseil de l'Europe concernant les technologies numériques, en soulignant la nécessité d'une coordination. Les documents publics pertinents du Conseil de l'Europe seront téléchargés sur l'espace web partagé. Les membres sont invités à partager les documents pertinents.

3. Etude sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance (tâche i.)

Le Secrétariat présente un avant-projet de l'étude. La structure est basée sur deux chapitres principaux, l'un sur la démocratie et l'autre sur la gouvernance. Le premier utilise les paramètres qui ont été identifiés par les rapports annuels du (de la) Secrétaire Générale sur la situation des droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie pour définir une démocratie ; il mettra en évidence l'impact de la transformation numérique sur les élections (en particulier le microciblage), la participation (nouvelles formes d'engagement) et le contrôle démocratique. Le chapitre sur la gouvernance se concentrera sur la numérisation de l'administration publique et mettra en évidence les questions liées à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur public (entre autres, prise de décision automatisée, partialité des données, villes intelligentes). L'étude analysera comment la transformation numérique a représenté un catalyseur ou un risque pour la mise en œuvre des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique et mettra en évidence les mesures d'atténuation qui devraient être introduites.

Au cours de la discussion, les membres soulignent que l'étude devrait se concentrer plus clairement sur la question de l'impact. À ce titre, l'étude devrait identifier les avantages et les risques de la transformation numérique et examiner comment les risques ont été atténués dans les États membres. En outre, l'étude devrait mettre en évidence l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'accélération de la numérisation dans le secteur public et inclure des remarques sur l'importance de ce changement. Pour cela, l'étude devrait s'inspirer des travaux actuels du CDDG sur la question de la gouvernance démocratique à l'époque du Covid-19.

En ce qui concerne le chapitre sur la démocratie, l'étude devrait être élargie pour inclure des exemples d'applications spécifiques d'AI, souligner le rôle du niveau local dans le contexte de la participation, et faire également référence aux 12 Principes de bonne gouvernance démocratique, en particulier la transparence, la responsabilité, l'ouverture et l'intégration. L'étude devrait également mettre l'accent sur la dimension éthique et souligner les conditions préalables à la démocratie, par exemple la liberté d'expression, de réunion et d'association.

En ce qui concerne le chapitre sur la gouvernance : l'explicabilité devrait être ajoutée car elle est essentielle lorsque les autorités publiques fournissent des informations aux citoyens et dans le contexte de l'utilisation des applications de l'IA dans l'administration publique. En outre, l'étude devrait mentionner les mesures prises par les autorités publiques pour protéger les besoins des groupes vulnérables et des minorités qui ont été touchés par la transformation numérique.

Dans l'ensemble, des études de cas supplémentaires devraient être incluses. Le Secrétariat encourage les membres à partager les études de cas sur l'espace web partagé.

Le groupe de travail entend des présentations de :

- M. Peter Wolf, International IDEA, sur « Le microciblage dans les campagnes politiques : état des débats actuels » ;
- Mme Ines Mergel, professeur d'administration publique au département de politique et d'administration publique de l'université de Constance, sur « La transformation numérique de l'administration publique : meilleures pratiques et tendances ».

Dans sa présentation, M. Wolf souligne qu'un des principaux défis est de définir la publicité politique. La question reste ouverte de savoir si le microciblage rend les débats politiques opaques, polarisés et susceptibles d'être capturés par des intérêts (groupes) étroits ou, au contraire, s'il contribue à un meilleur discours démocratique puisque les citoyens reçoivent des informations personnalisées qui les concernent et que les partis peuvent se connecter plus efficacement avec leurs électeurs et citoyens. Les différents droits politiques et humains devront être équilibrés en ce qui concerne le microciblage. Un débat est en cours sur la question de savoir où et comment tracer la ligne de démarcation, notamment en ce qui concerne l'ampleur et la rapidité de l'information à l'ère du numérique. Une question centrale à cet égard est posée : A quel moment les inconvénients l'emportent-ils clairement sur les avantages pour la démocratie ? M. Wolf souligne qu'il y a un consensus croissant sur le fait que l'autorégulation des plateformes est insuffisante.

En outre, M. Wolf souligne les défis auxquels sont confrontées les autorités chargées de l'administration des élections, la fragmentation de l'application et de la surveillance, la répartition des responsabilités entre les différents organismes et régulateurs et la nature transfrontalière des campagnes en ligne. En outre, la perception de l'urgence de réglementer le microciblage varie d'un pays à l'autre.

Si les pays s'orientaient vers plus de réglementation, le Conseil de l'Europe pourrait élaborer des cadres pour équilibrer les droits fondamentaux, fixer des normes (par exemple, définir les publicités politiques) et surveiller le risque d'abus et de surréglementation.

Au cours de la discussion, il est également souligné que la question ne concernait pas tant le ciblage en tant que tel. Il s'agit plutôt de la manière dont l'information politique est produite et distribuée à l'ère numérique, ce qui soulève des questions de transparence, de responsabilité et de culture numérique, entre autres.

Dans sa présentation, Mme Mergel définit la transformation numérique comme « un effort holistique pour réviser les processus et les services de base du gouvernement au-delà des efforts de numérisation traditionnels ». Elle présente et explique les concepts d'administration en ligne, de gouvernance en ligne, de gouvernement numérique et de gouvernance numérique. Mme Mergel souligne l'importance d'adopter le point de vue de l'utilisateur. Elle utilise le terme "utilisateur" car les "utilisateurs" comprennent à la fois les parties prenantes internes (fonctionnaires) et externes (par exemple, les citoyens, les entreprises).

Dans ses recommandations, Mme Mergel souligne que les administrations publiques devaient investir dans le développement des compétences numériques de leur personnel et dans l'évolution des processus de travail, par exemple en créant des équipes multidisciplinaires et interfonctionnelles et en travaillant au grand jour. Elle souligne que la centralité de l'utilisateur est essentielle pour moderniser l'administration publique et que les services numériques devraient être simplifiés en fonction des besoins des utilisateurs.

La discussion s'articule autour des questions de la valeur publique, de la préparation de l'administration publique à la transformation numérique, de la gestion des ressources humaines (compétences, formation, confiance dans la main-d'œuvre), du rôle prépondérant des collectivités locales, de la rentabilité et de l'impact du Covid-19.

Les informations fournies sont téléchargées sur l'espace web partagé et seront utilisées dans la préparation de l'étude.

4. Contributions des membres du groupe de travail et échange de vues

Une étude récente des Pays-Bas s'est penchée sur les nouveaux défis liés à l'utilisation des applications d'IA, tels que le clonage de voix, les faux profonds, la psychographie. En outre, un rapport sur le rôle des conseils municipaux en matière de numérisation sera publié. Les résultats préliminaires suggèrent que ce n'est pas une priorité pour les conseils municipaux jusqu'à présent. Les rapports seront mis en ligne sur l'espace web partagé. Plusieurs études de cas et rapports ont également été réalisés au Royaume-Uni, qui seront également partagés. La Finlande souligne que de grandes séries de données devaient être expliquées, c'est pourquoi la Finlande a fourni aux citoyens des informations visuelles pour comprendre les budgets par exemple.

5. Autres questions

Le Secrétariat explique les prochaines étapes concernant l'étude : le Secrétariat préparera une version révisée de l'étude préliminaire en tenant compte des commentaires. Un projet consolidé sera ensuite présenté à la 12e réunion du CDDG fin novembre pour de nouveaux commentaires.

Le Secrétariat précise que la tâche ii (élaborer des normes sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral, y compris l'inscription des électeurs, la transmission et la tabulation des résultats, sous la forme d'une recommandation ou de lignes directrices du Comité des ministres) sera également discutée lors de la prochaine réunion du groupe de travail, très probablement le 23 octobre.

6. Date et lieu de la prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu les 22 et 23 octobre 2020 en ligne.

ANNEXE I**LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIRPERSON / PRESIDENT**

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Assistant Minister for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina, SARAJEVO
E-mail: almir.sahovic@mvp.gov.ba

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Gregor WENDA, Deputy Head of Department, Directorate General of Legal Affairs, Federal Ministry of Legal Affairs, Federal Ministry of the Interior, Vienna, Austria
E-mail: gregor.wenda@bmi.gv.at

FINLAND / FINLANDE

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Helsinki, Finland
Tel: +358 40 568 1492; E-mail: markku.mollari@vm.fi

GREECE / GRECE

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens
Tel: (30) 21 31 36 43 95; Mobile: (30) 69 76 40 60 27; E-mail: g.chrisafis@ypes.gr ;
georgios.chrysafis@gmail.com

Mr Vasiliki MASOURA, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens
E-Mail: v.masoura@ypes.gr

ITALY / ITALIE

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, ROMA
Tel. +39.06.6779.5130; E-mail: f.giustino@palazzochigi.it

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Amber MECHELSE, Senior Policy Officer Democracy, Democracy Department, Democracy and Governance Division, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, The Hague
Tel: (31) 6 15641095; E-Mail: amber.mechelse@minbzk.nl

POLAND / POLOGNE

Ms Justyna PRZYWOJSKA, Expert for methodology of public services research National Institute of Local Government
E-mail: justyna.przywojska@nist.gov.pl

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Bertrand BISE, Chef suppléant de l'unité Projets législatifs I, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public, BERNE

Tél : (41) 58 466 17 03 ; E-mail : bertrand.bise@bj.admin.ch

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON, United Kingdom

E-mail: Paul.Rowsell@communities.gov.uk

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Mobile : +44 (0) 7458118406 ; Email: siobhan.smyth@communities.gov.uk

Ms Gurpal CHEEMA, Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Mobile : +44 (0) 7701015000 ; E-mail: gurpal.cheema@communities.gov.uk

PARTICIPANTS**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Didier SCHRETTTER, Representative of the INGOs at CDMSI and CAHAI

E-mail: didierschretter@gmail.com

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Andrew DAWSON, Member of the Governance Committee, Congress of Local and Regional Authorities, CHESTER, United Kingdom

E-mail: Andrew.dawson@cheshirewestandchester.gov.uk

Mr Kjartan MAGNUSSON, Secretariat of the Governance Committee / Secrétariat de la Commission de la gouvernance

Tel: (33) 3.88.41.28.24 ; E-mail: kjartan.magnusson@coe.int

RAPPORTEUR ON DEMOCRACY AND TECHNOLOGY / RAPPORTEUR SUR LA DÉMOCRATIE ET LA TECHNOLOGIE

Mr Peter ANDRE, Senior Expert for Legal Affairs, Ministry of Interior, WIEN, Austria

E-mail: peter.andre@bmi.gv.at

EXPERT CONSULTANTS / EXPERTS CONSULTANTS

Ms Prof. Dr. Ines MERGEL, University of Konstanz, Department of Public Administration, Germany

E-mail: ines.mergel@uni-konstanz.de

Ms Ardita DRIZA MAURER, University of Zurich, Zentrum für Demokratie Aarau, Gimel, Switzerland

E-mail: ardita.driza@sefanet.ch

OTHER INTERNATIONAL ORGANISATION / AUTRE ORGANISATION INTERNATIONALE

Mr Peter WOLF, International IDEA

E-mail: P.Wolf@idea.int

SECRETARIAT

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel : +33 (0)3 88 41 21 49 ; E-mail : claudia.luciani@coe.int

Ms Sonia SIRTORI, Head of the Democratic Governance Division / Cheffe de la Division de la gouvernance démocratique – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 88 41 23 70; E-mail: sonia.sirtori@coe.int

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 90 21 62 43; E-mail: judith.orland@coe.int

Ms Isabelle ETTER - Assistant / Assistante

E-mail : isabelle.etter@coe.int

Interpreters / Interprètes

Ms Gillian WAKENHUT

Mr Didier JUNGLING

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. **Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour** [GT-DT(2020)OJ2]
 2. **Informations sur les activités et les développements récents**
 - Rapport de la réunion du CDDG par M. Almir Šahović, Président du groupe de travail [CDDG(2020)12]
 - Mise à jour sur les développements du CAHAI par M. Peter Andre, Rapporteur du CDDG
 - Informations du Secrétariat concernant les développements récents dans d'autres instances du Conseil de l'Europe [GT-DT(2020)6]
 3. **Étude sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance (tâche i.)**
 - Examen d'un avant-projet de rapport [GT-DT(2020)7]
 - Discussion et échange de vues [CDDG(2020)6]

Présentation :

"Le microciblage dans les campagnes politiques : état des débats actuels"

Par M. Peter Wolf, International IDEA

Suivi par une discussion

Pause déjeuner
 3. **Étude sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance (tâche i.) suite**

Présentation :

"La transformation numérique de l'administration publique : meilleures pratiques et tendances"

Par Mme Ines Mergel, professeur d'administration publique au département de politique et d'administration publique de l'Université de Constance

Suivi par une discussion
 4. **Contributions des membres du groupe de travail et échange de vues**
 5. **Questions diverses**
 6. **La prochaine réunion aura lieu les 22-23 octobre 2020**
Lieu à confirmer, très probablement en ligne
- Fin de la réunion